

Contrat de mandataire

Désignation du projet: Sécurisation du tracé AOMC Numéro du projet: AOMC1701-01
 entre Collombey-Muraz et
 Monthey

Chef de projet du mandant: Jean-Bernard Duchoud Numéro du crédit: AOMC 1701
 Date du contrat: Numéro du contrat: EP-20M00X.00
 Exemple: mandant / mandataire Statut:

Rémunération totale indiquée au chiffre 4.2 **CHF** **CHF**
(hors TVA) **(TVA comprise)**

conclu entre Transports Publics du Chablais
 agissant par Grégoire Praz et Olivier Canomeras

l'entreprise
 adresse
 numéro de TVA / IDE

appelée ci-après **mandataire**

1 Objet du contrat

1.1 Définition du projet

La sécurisation du tracé AOMC entre Collombey-Muraz et Monthey est l'enjeu principal du présent projet. La construction de la RC 112 fait partie intégrante de ce projet.

Les objectifs du projet sont :

- Améliorer la sécurité avec la création d'un site propre ferroviaire entre Collombey-Muraz et Monthey. Suppression de plusieurs passages à niveau.
- Améliorer le temps de parcours entre Aigle et Monthey
- Anticiper les futurs besoins d'augmentation de cadence avec la création d'une double voie entre Giovanola et Monthey
- Mettre à disposition des usagers une offre ferroviaire plus efficace et attractive
- Contribuer à requalifier les centres villes de Collombey-Muraz et de Monthey avec une volonté de concilier transport et développement urbain.

Le projet de sécurisation consiste en la réalisation d'un nouveau tracé d'environ 4 km entre Collombey-Muraz et Monthey, avec un raccordement sur la voie en adhérence en direction d'Aigle et sur la voie à crémaillère en direction du Val d'Illiez. Le nouveau tracé se compose des éléments particuliers suivants :

- Voie sur ballast
- 4 trémies (L. cumulée = 500m) dont une parallèle aux voies CFF de la ligne du Tonkin
- 2 tranchées couvertes de section rectangulaire (L. cumulée = 900m)
- 1 franchissement en courbe sous les voies CFF de la ligne du Tonkin (L. cumulée = 60m)
- 1 halte souterraine en tranchée couverte avec ventilation naturelle (halte de Corbier, L=80m)
- 1 halte en pleine voie (halte de Monthey-Giovanola, L=80m)
- Une gare commune CFF – AOMC à Monthey, avec création de 4 voies et 3 quais AOMC (gare de Monthey, L=90m)

1.2 Étendue des prestations du mandataire au sein du projet

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments:

Prestation de BAMO. Les tâches à accomplir correspondent aux prestations d'appui au Maître d'ouvrage (BAMO) pour les phases 32 « Projet de l'ouvrage », 33 « Procédure de demande d'autorisation », 41 « Appel d'offre, comparaison des offres, proposition d'adjudication », 51 « Projet d'exécution », 52 « Exécution de l'ouvrage » et 53 « Mise en service, achèvement ».

Le mandataire assiste le mandant dans le projet décrit et selon ses instructions. Il assume notamment les tâches suivantes :

a) Tâches générales

Il assiste le chef de projet dans tous les processus nécessaires au bon déroulement du projet. Il s'agit notamment de la coordination entre les différents participants au projet et les cercles intéressés dans tous les domaines d'activité du projet, les autorités, les associations et les médias ainsi que de la coordination entre les éventuels lots et de l'organisation des séances (procès-verbaux inclus). Il est également chargé de documenter les informations importantes sur le projet.

b) Elaboration des bases du projet

Il élabore un manuel spécifique au projet et en assure le suivi. Il établit la structure des coûts selon les instructions du mandant. Il veille à la mise à disposition des manuels, instructions, directives, etc. applicables et contrôle régulièrement leur mise en œuvre dans le cadre du projet.

c) Acquisitions

Il dresse la liste des acquisitions requises (calendrier inclus). Il prépare et réalise les acquisitions au nom du mandant, prépare les documents nécessaires à l'adjudication (documents contractuels, etc.) et assure le suivi des appels d'offres. Il coordonne l'équipe d'évaluation et assiste cette dernière dans l'examen des offres sur les plans technique et administratif. Il établit les rapports d'évaluation et prépare les publications.

d) Contrôle et gestion de la qualité du projet

Il élabore un système de contrôle des délais, des coûts et des prestations, établit et met à jour périodiquement le plan directeur qualité, assume seul certaines tâches en découlant et veille au respect du plan directeur par les participants au projet.

e) Suivi technique du projet

Il conseille et assiste la direction du projet dans les questions techniques comme par exemple la surveillance de la qualité des prestations de mandataire, le contrôle des cahiers des charges, les procédures d'opposition et de recours, l'ordonnance de piquetages, le contrôle du respect des conditions, le contrôle de la direction générale des travaux et la réception d'ouvrages.

2 Éléments du contrat et ordre de priorité en cas de contradiction

2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

Le présent document.

Les conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017).

Autres éléments du contrat (EC):

EC 1 Cahier des charges, pièce B (annexe 1)

EC 2 L'offre du mandataire du, annexes comprises (annexe 2)

2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

3 Prestations du mandataire

3.1 Prestations convenues portant sur les phases partielles

Connaissant le projet qui est à la base du présent contrat (voir chiffres 1.1 et 1.2), le mandataire s'engage à fournir toutes les prestations décrites dans le présent document et dans les autres éléments du contrat (prestations ordinaires et prestations à convenir spécifiquement).

3.2 Phases partielles à réaliser

Le présent contrat porte sur les phases partielles suivantes, telles que définies selon l'art. 4 du règlement SIA 102/2014, resp. de la norme SIA 112/2014 Modèle «Etude et conduite de projet»

	Art. 4 du règlement SIA 102/2014 resp. de la norme SIA 112/2014 Modèle «Etude et conduite de projet»
<input type="checkbox"/>	11 Énoncé des besoins, approche méthodologique
<input type="checkbox"/>	21 Définition du projet de construction, étude de faisabilité
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires
<input type="checkbox"/>	31 Avant-projet
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input checked="" type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution
<input checked="" type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement

Par la signature du contrat, seule la réalisation des phases partielles suivantes **est autorisée**:

	Art. 4 du règlement SIA 102/2014 resp. de la norme SIA 112/2014 Modèle «Etude et conduite de projet»
<input type="checkbox"/>	11 Énoncé des besoins, approche méthodologique
<input type="checkbox"/>	21 Définition du projet de construction, étude de faisabilité
<input type="checkbox"/>	22 Procédure de choix de mandataires
<input type="checkbox"/>	31 Avant-projet
<input checked="" type="checkbox"/>	32 Projet de l'ouvrage
<input checked="" type="checkbox"/>	33 Procédure de demande d'autorisation
<input checked="" type="checkbox"/>	41 Appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication
<input type="checkbox"/>	51 Projet d'exécution
<input type="checkbox"/>	52 Exécution de l'ouvrage
<input type="checkbox"/>	53 Mise en service, achèvement

La réalisation des phases partielles restantes est soumise à l'autorisation écrite du chef de projet du mandant nommé dans le présent contrat. Le mandant se réserve le droit de renoncer à l'exécution de certaines phases partielles. La question de l'indemnisation est régie au chiffre 18 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017).

3.3 Degré de précision dans les indications sur les coûts du mandataire

Dans ses indications sur les coûts, le mandataire respecte le degré de précision suivant:

Estimation des coûts +/- 5% pendant les phases Réalisation 51, 52 et 53.

3.4 Direction générale du projet

Le mandant assure la Direction générale du projet.

4 Rémunération

4.1 Rémunération à prix fermes

Aucune rémunération à prix ferme n'est convenue.

4.2 Rémunération d'après le temps employé

Prestations mentionnées dans l'offre détaillée du mandataire du 6 juin 2019

Rémunération fondée sur les taux horaires ci-après (hors TVA) :

Catégorie B: architecte / ingénieur dirigeant, directeur général des travaux	CHF
Catégorie C: architecte, ingénieur, directeur des travaux	CHF
Catégorie E: dessinateur, adjoint au directeur des travaux	CHF
Catégorie F: auxiliaires	CHF

Rémunération fondée sur le taux horaire moyen suivant (hors TVA),
valable pour tous les collaborateurs du mandataire: CHF

Rémunération convenue **CHF**

avec plafond des coûts

Rémunération fondée sur le temps employé, frais accessoires CHF

Non compris

./..0.00%

Total intermédiaire 1

Frais accessoires 2.00%

Frais accessoires

Total intermédiaire 2 CHF

./..... 0.00% CHF 0.00

Rémunération nette convenue (différence d'arrondi: CHF 0.00) CHF

TVA au taux de 7.70% CHF

Rémunération totale, TVA comprise (différence d'arrondi: CHF 0.00) **CHF**

4.3 Frais accessoires

Frais accessoires usuels:

Sont compris dans la rémunération convenue au chiffre 4.2 les frais accessoires du mandataire, tels que les frais de photocopie, de téléphone, de fax, de port, d'assurance, d'hébergement ou encore les frais liés aux repas pris à l'extérieur, aux moyens et au temps de déplacement, à l'infrastructure informatique et aux bureaux de chantier. Ces frais seront rémunérés à raison de 2% des honoraires.

Les frais de reproduction des documents d'appel d'offres, des plans et des autres documents (tels que brochures, rapports, etc.) qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés par le mandant sont remboursés au mandataire à hauteur des dépenses prouvées.

4.4 Variations de prix dues au renchérissement

Les adaptations de prix dues au renchérissement sont calculées selon la version actuelle au moment de la conclusion du contrat de la norme SIA 126 «Variations de prix: Procédure selon la méthode paramétrique des prestations de mandataire».

4.5 Rémunération des prestations encore à préciser

4.5.1 Description des prestations encore à préciser:

Au moment de la conclusion du contrat, aucune prestation non définie de manière définitive n'est connue. Les prestations supplémentaires doivent, avant de pouvoir être exécutées, faire l'objet d'une offre de la part du mandataire et être convenues par écrit.

4.5.2 Rémunération:

Les éventuelles prestations supplémentaires sont rémunérées d'après le temps employé. Cette rémunération est calculée sur la base du taux horaires moyen qui figure dans l'offre détaillée du mandataire (voir chiffre 4.2). Pour la rémunération, la facture doit être accompagnée des décomptes horaires détaillés.

5 Modalités financières

5.1 Modalités de paiement

La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

Le mandataire a droit à des acomptes s'élevant à 100% du prix des prestations fournies.

Le paiement final n'échoit qu'une fois l'ensemble de la documentation d'ouvrage remis et le décompte final vérifié.

5.2 Facturation et paiement

Le mandataire facture ses prestations au moyen d'une facture.

Les factures doivent mentionner le numéro de projet, le numéro de crédit et le numéro de contrat indiqués sur la première page du présent contrat ainsi que le numéro TVA du mandataire, le montant de la TVA et le montant des frais accessoires et être envoyées en deux exemplaires à l'adresse suivante:

Transports Publics du Chablais
A l'intention de Jean-Bernard Duchoud
Rue de la Gare 38
1860 Aigle

Avec la référence : EP/duj /AOMC 1701 / N° contrat XXX / BAMO

Les factures sont établies de façon détaillée et vérifiable pour les prestations dues et fournies en vertu du présent contrat. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences sont renvoyées au mandataire pour correction et éventuellement pour complémentation de la documentation. Les parties contestées de la facture n'échoient qu'à la réception d'une demande de paiement établie en bonne et due forme. Le reste de la facture est payé dans le délai fixé dans le contrat.

5.3 Délais de paiement

Le mandant paie les montants échus dans un délai de 30 jours sans escompte.

Les dispositions relatives au décompte final figurant au chiffre 9.5 des conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017) sont réservées.

5.4 Lieu de paiement

Le mandant vire les montants échus à la Banque....

IBAN:

6 Délais

6.1 Phases d'étude du projet et d'appel d'offres (phases partielles SIA 31 à 41)

Délai:	Activité:
2020	Préparation du Dossier PAP
2021	Traitement du Dossier par l'OFT

6.2 Phase de réalisation (phases partielles SIA 51 à 53)

Le programme de remise des plans convenu s'applique.

Délai:	Activité:
2022	Début des travaux de réalisation
2027	Fin des travaux de réalisation

7 Interlocuteurs

Pour tout ce qui se rapporte au présent contrat, notamment les modifications de ce dernier, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., les interlocuteurs sont les suivants:

Du côté du mandant

Nom et adresse

Jean-Bernard Duchoud

Courriel:

Jean-bernard.duchoud@tpc.ch

Téléphone:

024 485 05 95

Du côté du mandataire

Nom et adresse

Courriel:

Téléphone:

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8 Assurances

Le mandataire / la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO) déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle suivante, valable pendant la durée du mandat. Il / elle garantit qu'il / elle maintiendra cette couverture d'assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il / elle présentera au mandant, sur sa demande, les attestations d'assurance valables correspondantes.

Le mandataire / la communauté de mandataires annexe au présent contrat une attestation de la compagnie ne datant pas de plus de 30 jours à compter de la date de la signature du contrat.

8.1 Assurance de base

Dommages corporels et dommages matériels	CHF	5'000'000.00	par sinistre
--	-----	--------------	--------------

8.2 Assurances complémentaires

Dommages à l'ouvrage	CHF	1'000'000.00	par sinistre
----------------------	-----	--------------	--------------

Autres dommages CHF : par sinistre

Compagnie d'assurances: Numéro de police:

Franchise par sinistre: CHF -----
(à indiquer par le mandataire)

9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions prévues par les conventions collectives de travail étendues. Il confirme en outre qu'il continuera à effectuer ces paiements durant toute la durée du contrat.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il est tenu de les obliger par écrit à respecter eux aussi les principes susmentionnés.

Pour chaque infraction à l'une des obligations mentionnées au présent chiffre, le mandataire doit payer au mandant une peine conventionnelle s'élevant à 2% de la rémunération hors TVA indiquée au chiffre 4.1 / 4.2, mais au minimum à CHF 5'000.- et au maximum à CHF 8'000.-

10 Accords spéciaux

10.1 Dérogation et compléments aux conditions générales

En dérogation et complément aux conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB (édition 2017), il est convenu de ce qui suit:

Aucune

10.2 Autres accords spéciaux

En outre, les parties concluent les accords spéciaux suivants:

Publications dans les médias

Les publications dans les médias, les exposés et les ouvrages spécialisés, en relation avec le présent projet, doivent être convenues préalablement avec le maître de l'ouvrage. La publication de plans, des descriptions et de photographies de plans et de l'ouvrage est soumise dans tous les cas à l'approbation écrite préalable du maître de l'ouvrage.

Propriété intellectuelle

L'ensemble des droits de propriété intellectuelle résultant de l'exécution du contrat (exécution de la prestation) appartiennent au mandant. Le mandataire s'engage à faire face à toutes les demandes de tiers concernant une violation de droits de propriété intellectuelle, et à prendre à sa charge tous les frais résultants d'une telle violation, y compris les éventuels dommages et intérêts

11 Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

12 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

13 Droit applicable, litiges et for

Le présent contrat est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Elles font éventuellement appel à une personne indépendante et compétente, chargée de les concilier. Chaque partie peut aviser l'autre par écrit qu'elle est prête à s'engager dans une procédure de règlement du litige (entretiens directs ou recours à un médiateur). En cas de recours à un médiateur, les parties définissent conjointement avec celui-ci la procédure appropriée et les règles à respecter.

Si les parties ne conviennent pas d'une procédure de règlement du litige ou ne parviennent ni à régler le litige ni à s'entendre sur le choix du médiateur dans les 60 jours suivant la date de réception de l'avis ou si la médiation n'aboutit pas dans les 90 jours suivant cette même date, chaque partie peut porter le litige devant un tribunal ordinaire.

En cas de litiges découlant du présent contrat, les parties conviennent que le for est au siège du mandant.

14 Expéditions

Le présent contrat est établi en deux exemplaires. Chaque partie reçoit un exemplaire signé.

Le mandant:

Transports Publics du Chablais

Aigle, le

Aigle, le

.....
Grégoire Praz

Directeur

.....
Olivier Canomeras

Chef du département Infrastructures

Le mandataire :

Lieu / date

Lieu / date

.....
Nom

Fonction

.....
Nom

Fonction

Conditions générales des contrats de mandataire de la KBOB

Edition 2017

1 Devoirs de diligence et de fidélité

- 1.1 Le mandataire sert au mieux de ses connaissances les intérêts du mandant, en respectant les règles de l'art généralement reconnues dans sa profession.
- 1.2 Le mandataire évite les conflits avec ses propres intérêts ou avec ceux de tiers.
Il informe le mandant des éventuels sujets de conflit.
- 1.3 Les parties contractantes s'engagent à ne pas offrir à des tiers, directement ou indirectement, quelque avantage que ce soit. Elles s'engagent également à ne pas accepter, directement ou indirectement, de cadeaux pour elles-mêmes ou pour d'autres et à ne pas se faire octroyer ou promettre tout autre avantage.

2 Devoir d'information et de mise en garde du mandataire

- 2.1 Le mandataire informe régulièrement le mandant de l'avancement des travaux et se procure en particulier toutes les informations nécessaires. Il signale immédiatement par écrit tous les faits qui pourraient compromettre la bonne exécution du contrat. Si, en cours d'exécution, il apparaît que des changements toucheront les phases ou les phases partielles à venir, le mandataire le signale immédiatement au mandant par écrit.
- 2.2 Le mandataire informe immédiatement le mandant par écrit des différences entre le volume de travail effectif et le volume de travail convenu ainsi que de tous les facteurs liés à l'évolution des connaissances (par ex. nouveau mode de construction, nouveaux processus de travail ou nouveaux matériaux) qui, pour des raisons techniques ou économiques, peuvent justifier une modification des prestations convenues.
- 2.3 Le mandataire avertit le mandant par écrit des conséquences négatives de ses instructions, en particulier sur les délais, la qualité et les coûts, et le met en garde contre les prescriptions et demandes inadéquates.

3 Communauté de mandataires

- 3.1 Les modifications touchant la taille et la composition de la communauté de mandataires requièrent l'accord exprès du mandant. Les accords conclus entre les membres de la communauté de mandataires concernant la prise en charge des frais communs et la participation aux profits et aux pertes n'ont pas d'effet pour le mandant.
- 3.2 Les membres de la communauté de mandataires déclarent que, si l'un d'entre eux quitte cette dernière, ils maintiendront leur société simple, sous réserve de l'accord du mandant. L'art. 536 CO (prohibition de concurrence) ne s'applique pas.

4 Recours à des tiers

- 4.1 Le recours à des tiers en vue de l'exécution du contrat est soumis à l'approbation écrite préalable du mandant.
- 4.2 Les tiers auxquels le mandataire fait appel sont considérés comme ses auxiliaires au sens de l'art. 101 CO. L'approbation ou la connaissance, par le mandant, du recours à des tiers n'affecte pas la responsabilité du mandataire découlant du contrat ou liée à ce dernier. L'application de l'art. 399 CO est expressément exclue.
- 4.3 En cas de difficultés de paiement du mandataire, de différends graves entre le mandataire et des tiers ou pour d'autres motifs importants, le mandant peut, après avoir entendu les intéressés, consigner le montant dû aux tiers aux frais du mandataire, avec effet libératoire pour ce dernier. Le mandant informe le mandataire par écrit d'une telle consignation.

5 Objet et étendue des pouvoirs de représentation du mandataire

5.1 Principes

En principe, le mandataire n'est pas autorisé à faire à l'égard de tiers des déclarations qui engagent juridiquement le mandant.

Il est cependant habilité à décider de l'attribution de mandats portant sur des prestations ou fournitures uniques et formant un tout qui sont inscrites au devis et dont le prix ne dépasse pas 5000 francs (hors TVA) par cas. Le mandant doit être informé immédiatement de ces commandes.

Les mandats plus importants sont attribués par le mandant.

Le mandataire est tenu d'informer immédiatement le mandant des communications et déclarations de tiers (autorités, entreprises, spécialistes, etc.) qui concernent le mandat (par ex. communications relatives aux facteurs définis comme déterminants pour la qualité du projet et aux risques identifiés, communications relatives aux difficultés rencontrées par les partenaires contractuels et aux demandes de tiers en rapport avec ces difficultés, demandes de modification des prix, mises en garde).

5.2 Phase de réalisation

Si les prestations faisant l'objet du mandat comprennent la direction des travaux, le mandataire assume celle-ci conformément aux art. 33 ss de la norme SIA 118 (2013), dans le cadre du contrat passé entre le mandant et les entreprises. Sont exclues des pouvoirs du mandataire les déclarations à portée juridique suivantes, que le mandant se réserve expressément le droit de faire à l'égard des entreprises:

- les modifications du contrat qui ne constituent pas des modifications de commande;
- les modifications de commande déterminantes pour les délais, la qualité et les coûts;
- les déclarations concernant les défauts constatés lors de la réception de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage;
- la reconnaissance finale des métrés et des rapports de régie ainsi que l'approbation du décompte final après sa vérification par la direction des travaux;
- la réclamation et la réalisation de sûretés et de peines conventionnelles.

Le mandataire reprend les présentes dispositions en matière de pouvoirs de représentation dans les contrats d'entreprise qu'il établit.

6 Modifications du contrat

- 6.1 Le mandant peut demander que les prestations convenues soient modifiées.
- 6.2 Les modifications des prestations et les adaptations corrélatives de la rémunération, des délais et d'autres points du contrat sont définies et convenues par écrit dans un avenant avant la poursuite des travaux. Lorsque les honoraires doivent être adaptés, leur nouveau montant est déterminé sur la base des taux constituant la base de calcul initiale, majorés du renchérissement si une adaptation au renchérissement a été convenue contractuellement.
- 6.3 Le mandant rémunère le mandataire pour les prestations autorisées qui ont été exécutées de manière avérée avant la modification de la commande et que cette modification a rendues inutiles.

7 Personnes-clés

Sous réserve des cas de résiliation du contrat de travail, de maladie ou de décès, les personnes-clés du mandataire, qui sont responsables du projet, ne peuvent être remplacées après la conclusion du contrat qu'avec l'accord du mandant. Une personne-clé ne peut être remplacée dans sa fonction que par une personne ayant les mêmes qualifications.

8 Droit du mandant de donner des instructions

- 8.1 Le mandant est habilité à donner des instructions au mandataire dans le cadre de l'exécution du contrat. Si le mandant déclare par écrit maintenir des instructions contre lesquelles le mandataire l'a mis en garde par écrit, ce dernier ne doit pas répondre envers le mandant des conséquences de ces instructions.
- 8.2 Si, malgré les mises en garde du mandataire, le mandant refuse que les règles de sécurité soient respectées, le mandataire peut, afin de s'exonérer de toute responsabilité à l'égard de tiers, renoncer à son mandat, sans devoir de dommages-intérêts au mandant pour répudiation du contrat en temps inopportun.
- 8.3 Si, à titre exceptionnel, le mandant donne des instructions directement à des tiers, il en informe immédiatement le mandataire par écrit.

9 Rémunération

9.1 Honoraires et frais accessoires

Les prestations (frais accessoires compris) sont généralement facturées par phase partielle. Pour les phases partielles dont la réalisation dure plus de trois mois, il est possible de facturer des acomptes mensuels, en joignant aux factures les relevés des prestations et justificatifs nécessaires.

Pour chaque phase partielle convenue (voir chiffre 3 du contrat), une récapitulation doit être établie deux mois au plus tard après la fourniture de la dernière prestation. Ce document contient une liste contrôlable des prestations fournies et donne au mandant une vue d'ensemble de toutes les factures établies par le mandataire ainsi que des montants acquittés et de ceux qui restent à payer.

9.2 Plafond des coûts

Le dépassement du plafond des coûts convenu est à la charge du mandataire, à moins que le mandant n'ait approuvé par écrit une modification de commande ou que, pour d'autres raisons, il ne soit responsable des coûts supplémentaires.

9.3 Rémunération des prestations non définies de manière définitive

Les prestations qui ne peuvent pas encore être déterminées de façon définitive au moment de la conclusion du contrat sont désignées comme telles dans le contrat. Il s'agit en particulier de prestations à fournir dans les dernières phases ou phases partielles.

Avant que ces prestations ne soient exécutées, le mandant et le mandataire conviennent par écrit dans un avenant, en se fondant sur la base de calcul initiale, de leur nature, de leur étendue, de leur rémunération et de la base de calcul applicable.

9.4 Réduction des honoraires et retenue

En cas de surcoût ou de dépassement des coûts imputable à une faute du mandataire, le mandant se réserve le droit de réduire les honoraires. Le droit du mandant à des dommages-intérêts est réservé.

Si le mandataire est responsable ou coresponsable de défauts importants, le mandant peut procéder à une retenue équivalant au minimum à la somme des coûts estimés de l'élimination des défauts et du montant estimé du dommage. Le mandant ne peut procéder à une retenue si le mandataire constitue une garantie pour cette dernière. Est considérée comme une garantie notamment une attestation écrite par laquelle l'assurance du mandataire s'engage à couvrir les dommages dont ce dernier doit répondre.

9.5 Décompte final du mandataire

Les prestations convenues dans la phase partielle consistant dans la direction des travaux de garantie sont à exclure du décompte final du mandataire. À moins qu'elles ne soient couvertes par une garantie d'exécution à première réquisition, elles doivent faire l'objet de factures séparées qui ne peuvent être établies qu'après la vérification finale au sens de l'art. 177 de la norme SIA 118 (2013) respectivement après la fin des travaux de la phase partielle concernée.

10 Prescriptions de sécurité

- 10.1 Le mandataire respecte les prescriptions de sécurité faisant foi.
- 10.2 Le mandant se réserve le droit de faire interrompre immédiatement les travaux lorsque le mandataire viole gravement ou de manière répétée son obligation de respecter les prescriptions de sécurité.

11 Confidentialité

- 11.1 Le mandant et le mandataire traitent de façon confidentielle tous les faits qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun. Ce devoir de confidentialité perdure après l'extinction des rapports contractuels. Sont réservées les obligations légales d'information.
- 11.2 La sauvegarde du secret militaire est régie par les prescriptions correspondantes.

12 Publications

- 12.1 La publication de plans de construction, de descriptifs et de photographies de plans de l'ouvrage et de la construction est soumise à l'accord écrit préalable du mandant. L'art. 27 LDA (liberté de panorama) est réservé. Le mandant ne peut refuser son accord que si des intérêts dignes de protection l'exigent.
- 12.2 Le mandataire a le droit d'être cité en tant qu'auteur dans les publications du mandant ou de tiers relatives à son œuvre.

13 Responsabilité du mandataire

- 13.1 Le mandataire répond des dommages résultant de la violation de ses devoirs de diligence et de fidélité, de l'inobservation ou de la violation de règles de l'art reconnues de sa profession, d'un manque de coordination ou de surveillance, d'une mauvaise estimation des coûts ou d'une mauvaise surveillance de ces derniers (notamment un mauvais contrôle des factures des entreprises) ou de la perte des droits qui découlent des défauts de l'ouvrage et qui sont à faire valoir envers les entreprises chargées de l'exécution des travaux.
- 13.2 Les documents insatisfaisants ou entachés d'erreurs sont refusés par le mandant et doivent être révisés gratuitement.
- 13.3 En ce qui concerne les informations sur les coûts, le mandant peut considérer que le montant total des coûts indiqué est fiable dans les limites du degré de précision spécifié. Si des degrés de précision spécifiques sont à convenir pour certains éléments de coûts, ils doivent être fixés dans le contrat.
- 13.4 Si, malgré une mise en garde du mandataire, le mandant fait appel à un tiers donné, le mandataire répond uniquement, en tant qu'employeur, de l'instruction et de la surveillance adéquates de ce tiers.
- 13.5 Le mandant prend en temps utile toutes les mesures qu'on peut raisonnablement exiger de lui et qui sont appropriées pour prévenir la survenance ou l'aggravation d'un dommage. Si, à titre exceptionnel, il présente directement des réclamations pour malfaçon à un ou plusieurs entrepreneurs ou fournisseurs, il en informera immédiatement le mandataire par écrit.
- 13.6 Si un dommage dont le mandataire doit répondre résulte non seulement du fait du mandataire, mais également du fait de tiers, le mandant fait valoir ses droits envers l'ensemble des auteurs du dommage, de sorte que le mandataire puisse se retourner contre tous les coauteurs du dommage après avoir réparé celui-ci.

14 Interruption des travaux

- 14.1 En cas d'interruption des travaux ordonnée par le mandant, le mandataire n'a pas droit à une rémunération supplémentaire pendant la durée de l'interruption.
- 14.2 Si, par suite de l'interruption des travaux, il est nécessaire, lors de leur reprise, de revoir des données ou d'effectuer d'autres travaux qui n'étaient pas prévus, ces prestations supplémentaires et leur rémunération doivent être convenues par écrit entre les parties avant l'exécution des prestations concernées.

- 14.3 Si l'interruption des travaux lui cause un dommage, le mandataire a droit à la réparation de ce dernier, à condition de prouver que cette interruption est imputable à une violation du contrat par le mandant.

15 Délai de dénonciation des défauts et prescription

- 15.1 Sous réserve du chiffre 15.2, les droits résultant du contrat se prescrivent par 10 ans à compter du fait dommageable. Pour les expertises, le délai de prescription commence à courir le jour de leur livraison.
- 15.2 Les droits résultant des défauts d'un ouvrage se prescrivent par cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage ou d'une partie de l'ouvrage.
- 15.3 Les défauts doivent en principe être invoqués dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte. Cependant, les erreurs de calcul ou les erreurs entachant les plans qui sont à l'origine d'un défaut d'un ouvrage immobilier ou d'une partie d'un ouvrage immobilier peuvent être invoquées par le mandant en tout temps pendant deux ans à compter de la réception de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage concernés. Passé ce délai, elles doivent être invoquées dans un délai de 60 jours à compter de leur découverte.

16 Droit d'auteur

- 16.1 Le droit d'auteur appartient au mandataire.
- 16.2 Le mandant dispose du droit gratuit, irrévocable et non exclusif d'utiliser librement pour ses propres besoins les résultats du travail du mandataire en vue de l'achèvement du projet. Si le mandant fait usage de ce droit sans égard au mandataire, celui-ci a droit au paiement des honoraires dus à ce moment et reconnus par le mandant. En cas de contestation des honoraires, le mandant doit les consigner ou fournir des sûretés.
- 16.3 Si les circonstances le justifient, le mandant est autorisé à modifier les résultats du travail du mandataire déjà pendant la phase d'étude du projet. Il en va de même en cas de fin anticipée du contrat, à condition que celle-ci ne soit pas imputable au mandant.

17 Transmission et conservation des documents

- 17.1 Le mandataire ou chaque membre de la communauté de travail conserve gratuitement et dans leur état d'origine, durant 10 ans au moins à compter de la fin du contrat, tous les documents qui sont liés au contrat et dont les originaux n'ont pas été remis au mandant (tels que les documents relatifs aux décisions et les documents concernant l'ouvrage réalisé: plans, esquisses, calculs, contrats d'entreprise, commandes, correspondance, décomptes, supports de données, etc.).
- 17.2 Sur demande, le mandataire rend à tout moment compte de sa gestion et remet tous les documents qu'il s'est engagé contractuellement à établir dans le cadre des honoraires convenus.

18 Fin anticipée du contrat

- 18.1 L'art. 377 CO ne s'applique pas.
- 18.2 Les parties peuvent se départir en tout temps du contrat pour de justes motifs, sans devoir d'indemnité. Est considéré comme un juste motif notamment le remplacement d'une personne-clé par le mandataire qui a lieu sans l'accord du mandant ou en dehors des cas réservés au chiffre 7.
- 18.3 Le contrat peut, par ailleurs, être révoqué ou répudié en tout temps par chacune des parties. Les prestations fournies conformément au contrat avant la fin de ce dernier sont payées au mandataire sans majoration des honoraires.
- 18.4 Si une partie résilie le contrat en temps inopportun, elle doit indemniser l'autre partie du dommage prouvé (mais en aucun cas du manque à gagner) sans lui verser de supplément.
- 18.5 Il n'y a pas résiliation en temps inopportun lorsque le comportement d'une partie constitue un motif justifié de résiliation du contrat par l'autre partie.
- 18.6 En outre, la résiliation du contrat par le mandant n'est pas considérée comme intervenant en temps inopportun:
- lorsque les crédits ne sont pas approuvés ou débloqués par l'autorité législative, l'autorité exécutive ou une autre autorité;
 - lorsque des autorisations font défaut;
 - lorsque le mandant n'autorise pas l'exécution de certaines phases;
 - lorsqu'une ou plusieurs personnes-clés du mandataire dont la collaboration est déterminante pour le projet sont remplacées dans leur fonction sans l'accord du mandant ou en dehors des cas réservés au chiffre 7.

19 Signatures

Les conditions générales ci-dessus font partie intégrante du contrat de mandataire du

Lieu et date:

Lieu et date:

.....'

.....'

Le mandant:

Le mandataire:

.....

.....

.....

.....

Annexes

Annexe 1 : Offre du mandataire du XX 2020

Annexe 2 : Cahier des charges, pièce B de la soumission